

La ville prévoit une perception d'impôts de \$6.083.765

Les écoles séparées recevront \$433.753

L'évaluation totale de 1937, pour fins d'impôts, se totalise à \$456.315.000 selon les prévisions déposées par le maire Lewis.

LE CONSEIL MUNICIPAL ETUDIERA LE BUDGET

Les écoles publiques recevront \$970.737,92 et les écoles secondaires, \$619.439,40. — L'administration proprement dite d'Ottawa coûtera \$2.065.331.

LA CIE DES TRAMWAYS EXEMPTÉE DE \$18.656.

Le maire Lewis, au nom du Bureau des commissaires, a déposé, aujourd'hui, chez le greffier municipal le rapport pour le budget de 1937, qui sera maintenant soumis au conseil. L'impôt sera prélevé sur une évaluation totale de \$456.315.000 et rapportera \$6.083.765,91 dont \$433.753,16 pour les écoles séparées d'Ottawa.

L'évaluation pour fins d'impôts est répartie comme suit:

Caisse générale	\$152.711.369	\$150.420.000
moins la déduction pour escomptes, remises, etc., à 1 1/2 p.c.	1.857.761	
Contribuables des écoles publiques	\$123.809.761	\$121.952.000
moins la déduction pour escomptes, remises, etc., à 1 1/2 p.c.	2.329.197	
Contribuables des écoles secondaires (Collegiate Institutes)	\$155.277.197	\$152.948.000
Contribuables des écoles séparées au taux de ces écoles (\$45.84 par mille dollars d'évaluation)	27.760.347	\$27.344.000
moins les mêmes déductions	416.347	
Contribuables des écoles séparées au taux des écoles publiques (\$39 par mille dollars d'évaluation)	3.707.089	
moins les mêmes déductions	56.089	
		\$3.651.000

(Suite à la 6e page)

L'hon. Paul Leduc à Ottawa hier

L'hon. Paul Leduc, procureur général et ministre des mines du gouvernement ontarien, de passage, hier, à Ottawa, à l'occasion des funérailles de M. Samuel Genest, a été entouré pendant quelques minutes par un représentant du "Droit". Il a annoncé son intention de se rendre à Québec sous peu afin de discuter avec les autorités provinciales la loi contre la fraude des valeurs. Il se rendra dans la Cité de Champlain avec M. John Godfrey, commissaire chargé de veiller à l'application de cette loi en Ontario.

M. Leduc reviendra à Ottawa vers le 8 mai prochain. Il y passera la semaine. Le 11, il adressera la parole à l'assemblée annuelle de la Fédération des Femmes Canadiennes-Françaises.

Il est reparti pour Toronto hier soir.

MILITAIRES ET AVIATEURS AU COURONNEMENT

Ils sont partis aujourd'hui de Montréal sur le vaisseau Montcalm.

AUTRES VOYAGEURS

MONTREAL, 28. — Le Canada envoie aujourd'hui ses forces militaires de terre et d'aviation aux fêtes du couronnement. Le vaisseau Montcalm, chargé de troupes, est parti aujourd'hui pour descendre le St-Laurent. C'est le premier départ de militaires de Montréal depuis la Grande guerre.

Outre les soldats et les aviateurs, des centaines de citoyens se sont aussi embarqués. Il y a entre autres 160 écoliers choisis par tout le Canada.

Le brigadier-général A. Ross, président de la légion canadienne, est également parti pour Londres, et il a reçu une invitation de visiter Berlin comme hôte de l'association allemande des combattants.

Confiez vos travaux d'impression aux ateliers du DROIT — les mieux outillés de la région.

98, rue Georges, Ottawa

L'ALBERTA A BIEN BESOIN DE DOUGLAS

C'est l'avis du créditiste G. L. MacLachlan en route pour l'Angleterre. Une nouvelle tentative.

REUSSIRA-T-ELLE?

L'Alberta a grand besoin du major Douglas pour conseiller le gouvernement Aberhart dans l'application pratique de la doctrine économique du crédit social. C'est ce qu'a déclaré à son passage à Ottawa M. G. L. MacLachlan, président de la Commission "Créditiste" d'Alberta, qui est en route pour l'Angleterre afin de tenter une autre fois de persuader le fondateur du crédit social de se rendre en Alberta. C'est vendredi que M. MacLachlan s'embarquera à Montréal sur un paquebot à destination de l'Europe.

LEGISLATURE DE QUEBEC

On voterait aujourd'hui la municipalisation

Vingt clauses du bill sont adoptées hier en Chambre.

DEBATS ACERBES

(De notre correspondant)

QUEBEC, 28. — Au cours de la séance d'hier, on a adopté vingt clauses du bill de la municipalisation. On en est à l'article 30 et il est bien probable que la loi sera votée en troisième lecture aujourd'hui. L'épluchage du bill aura nécessité six séances de la Chambre.

La discussion se continue toujours dans la même atmosphère. Libéraux et nationaux dissidents ouvrent le feu dès qu'une clause leur paraît imposer une entrave à la municipalisation. Les mêmes arguments reviennent assez souvent, cependant, et provoquent les mêmes réponses. De sorte que plus on avance, plus les débats se font brefs.

Mais les incidents continuent à fourmiller. Hier, c'est M. T. D. Bouchard qui a été forcé de retirer ses paroles. On lui avait reproché de ne pas assister aux séances du comité des lois privées et il avait répondu: "Je n'ai pas les engueulades de coins de rues", ce qui fut jugé injurieux pour les membres du comité.

L'ARTICLE 14

C'est l'article 14 qui a provoqué le premier débat de la séance. Voici ce qu'il dit: "Le conseil peut nommer une personne pour le représenter au scrutin. Une autre personne choisie par les producteurs, vendeurs et distributeurs d'électricité qui font des affaires comme tels dans la municipalité, peut représenter ceux-ci au scrutin."

London veut prévenir une épidémie de typhoïde

L'inondation cause des dégâts considérables



La crue des eaux a fait des milliers de sans-logis dans l'ouest d'Ontario. Elle a aussi rompu des digues, des ponts et rendu les routes impossibles. Le sol est inondé sur une distance de plusieurs milles à certains endroits. On voit ci-haut: (1) Un autobus qui tente de faire son chemin dans l'eau, sur la grand-route; (2) Une habitation envahie par l'inondation.

LA DÉLÉGATION ALLEMANDE AU COURONNEMENT

Le représentant de Hitler sera le feld-maréchal von Blomberg.

LE PRINCE FREDERIC

(Presse canadienne)

LONDRES, 28. — Le feld-maréchal von Blomberg, ministre de la défense de l'Allemagne, représentera Hitler au couronnement de Georges VI et d'Elisabeth. Il descend d'une famille militaire distinguée. Il parle l'anglais couramment.

Von Blomberg, qui est âgé de 58 ans, fut nommé lieutenant en second il y a 40 ans, premier lieutenant en 1907 et capitaine en 1911. Il fit du service sur tous les fronts pendant la grande guerre, et après 1928 ses promotions furent rapides. En 1930, il fut ministre de la défense sous le régime nazi, et il y a trois ans, il fut élevé au rang de colonel-général, le plus haut grade après celui de feld-maréchal dans l'armée allemande; fit un voyage aux Etats-Unis en 1930.

L'amiral Othon Schulze sera le second membre de la délégation allemande et le major-général Hans Stimpff le troisième.

Le prince Frédéric de Prusse, le plus jeune petit-fils de l'ex-Kaiser, assistera au couronnement précédemment, sur invitation personnelle de la reine Marie. Il assista à son dernier aux funérailles de Georges V. Il est âgé de vingt-six ans.

BERLIN, 28. — On croit que deux millions de nouveaux membres s'inscriront dans les rangs des nazis le 1er mai. Le nombre serait alors porté à 6.000.000.

Le cabinet Pattullo n'a pas encore ratifié la cession du Yukon à la Colombie Anglaise

L'hon. Raoul Dandurand explique que c'est ce qui retarde l'adoption de l'ordre en conseil voulu par le fédéral. — La première séance du cabinet depuis le départ du premier ministre King.

Le gouvernement fédéral n'a pas encore passé l'ordre en conseil approuvant les négociations avec la Colombie-Britannique pour la cession du territoire du Yukon à cette province de la côte du Pacifique.

C'est ce qu'a déclaré, aux journalistes, à l'issue de la séance du cabinet, à 1 h. 20, cet après-midi, l'hon. sénateur Raoul Dandurand, premier ministre intérimaire.

Il a expliqué que le premier ministre Pattullo n'avait pas encore fait approuver par le cabinet l'entente à laquelle il est intervenu avec Ottawa sur l'annexion du Yukon.

DOUBLE LEGISLATION

L'hon. Dandurand ajouta qu'aux prochaines sessions du parlement du

Dominion et de la législature de Victoria, les gouvernements King et Pattullo présenteraient la législation voulue pour faire ratifier cette mesure par la députation.

C'est l'hon. T.-A. Crerar, ministre des Mines et des Ressources naturelles, qui a conduit au nom du fédéral les négociations avec la province du Pacifique.

AUCUNE NOMINATION

La réunion d'aujourd'hui était la première séance du cabinet présidée par le premier ministre intérimaire Dandurand. Commencée à 11 heures, elle a été surtout consacrée — sauf la question du Yukon — à la discussion de choses de routine. On n'a annoncé aucune nomination.

LES EFFETS NÉFASTES D'UNE AURORE BORÉALE

Une aurore boréale, l'ennemie des services télégraphiques, exerce aujourd'hui une influence dans tout le Canada. Depuis les provinces jusqu'aux provinces maritimes, et même aux Etats-Unis, les lignes de télégraphie ont été affectées par l'excès de courant provenant du pôle magnétique nord. Les opérateurs du Canadian National et du Pacifique

Canadien font de grands efforts pour maintenir les communications. Même les anciens ne peuvent se rappeler qu'une aurore boréale ait atteint un si grand territoire. Entre Toronto, Ottawa et Montréal, le phénomène a retardé la transmission des nouvelles et paralysé les services commerciaux pendant un certain temps.

Congrès de la Langue française

Deux vaillants patriotes, deux héros de la langue française, sont disparus de nos rangs en moins d'une semaine. M. Samuel Genest, héros de nos luttes scolaires ontariennes, et M. Olivier Asselin, l'un des meilleurs écrivains, journalistes et polémistes de chez nous. Dans l'intérêt de notre race et de notre langue, il importe de reformer les rangs, et de susciter des énergies, de créer des recrues, qui entreront dans la carrière quand nos aînés n'y seront plus. C'est l'un des buts du IIe Congrès de la Langue française qui aura lieu à Québec, en juin prochain, que de faire passer en faisceau les bonnes volontés nationales et de faire œuvre patriotique durable en consolidant nos forces pour le triomphe de la cause sainte.

Les Canadiens français de l'Ontario n'ont jamais tiré de l'arrière quand il s'est agi, dans le passé, de défendre les nôtres, et c'est une nouvelle preuve de leur bel esprit et de leur patriotisme qu'ils ont donné lors de la tenue de ce congrès, sous l'invitation de Mgr Roy, du comité central, à demandé à son secrétariat de s'aboucher avec tous ceux qu'il croyait susceptibles de collaborer au succès de ces fêtes.

Nos représentants dans tous les domaines ont répondu à l'appel avec enthousiasme, et nous continuons aujourd'hui à publier des noms et des appréciations qui démontrent combien "Sa Majesté" la langue française possède de zèles et loyaux sujets en terre ontarienne.

LES COMITES

Lorsqu'il s'est agi de former un comité d'organisation, le comité ontarien jeta les yeux sur M. Antonio Plouffe, professeur, et secrétaire de

(suite à la 3e page)

LA BELGIQUE N'ACCEPTERA PAS D'ÉCHANGE

Des garanties allemandes ne la décideront pas à se retirer de la Société des Nations.

(P.C.-Havas)

BRUXELLES, 28. — La Belgique refuse de se retirer de la Société des Nations en échange de garanties de sécurité allemandes semblables à celles données à la France et à la Grande-Bretagne, mais elle demandera la limitation de la clause du protocole de la Société demandant de permettre le passage de troupes étrangères sur son territoire en temps de guerre, action approuvée hier soir de source recommandable.

Cette attitude, croit-on, sera un point fondamental de la nouvelle position diplomatique de la Belgique, à la suite de la visite ici du secrétaire des affaires étrangères d'Angleterre, M. Eden, et de la déclaration anglo-française relevant la Belgique de ses obligations de Locarno.

(M. Eden est arrivé hier soir en avion de Bruxelles à Londres).

Vu l'attitude de l'Allemagne, dit-on, on ne saurait s'attendre dans un avenir rapproché à des négociations en vue d'un nouveau pacte de l'ouest de l'Europe.

Pour ce qui est de la demande faite par la Belgique de la limitation de l'article 16 du protocole, on fait remarquer que le passage automatique de troupes étrangères en territoire belge, en cas de guerre, plongerait nécessairement ce pays dans la guerre, et la Belgique veut éviter ce danger.

Comme par le passé, la Belgique tolérera des envoies d'aviation non combattant au-dessus de son territoire.

"Rendons au Père Marquette la part qui lui est due"

C'est ce qu'écrit Georges Legrand Dallix dans "L'Ordre"

PARIS, 28 (P.C.-Havas). — Rendons au Père Marquette la part qui lui est due, écrit Georges Legrand Dallix dans "L'Ordre". Cette phrase résume la préoccupation des meilleurs coloniaux et des historiens français. Des sociétés savantes, et même du grand public à la veille

de la célébration du tricentenaire de la naissance du Père Marquette dans la ville natale de l'illustre Jésuite Jean Tonin, auteur du Christ monumental du Chemin des Dames, surveillent personnellement l'installation d'une statue qui sera solennellement inaugurée en juin prochain.

Le Mississippi, écrit à ce propos, Georges Legrand Dallix, est devenu une actualité française depuis qu'une mission française s'en est allée sur ses bords célébrer le cinquantenaire de la mort de Robert Cavalier de La Salle. Sans vouloir retirer à La Salle la gloire d'avoir exploré la grande eau, il est de stricte justice historique de rendre au vaillant missionnaire le Père Marquette la part capitale qui lui est due dans la découverte du Mississippi. Les dates sont des faits: 1678 et 1682 appartiennent à Cavalier. Mais Marquette est mort en 1675 sur les bords du Lac Michigan.

Aujourd'hui, se souvenant du prêtre et du professeur, l'évêque de Marquette prie pour le père missionnaire venu de Nancy mourir sur les bords du lac et l'Université de Marquette forme sous son patronage moral des jeunes hommes avides de prendre à leur compte "l'influence considérable" selon l'expression de l'écrivain Barbicoff — que Marquette exerça sur la destinée des peuples. L'on va retrouver le prestige natal du grand Jésuite sous l'enveloppe statufiée que crée Jean Tonin, auteur déjà de ce Christ admirable qui veille sur les morts du Chemin des Dames.

UN GREFFIER DES COMITES EST DECEDE

M. E.-L. Morris, greffier des comités parlementaires, est mort aujourd'hui à Ottawa à l'âge de 69 ans. Ses funérailles auront lieu jeudi à l'Advent Harbor, Ontario. Son décès a causé toute une surprise au parlement, car il s'était rendu à son bureau jusqu'à vendredi dernier.

LES TRAVAUX RECOMMENCENT AUX ETATS-UNIS

Ils avaient été suspendus dans bien des usines par suite de la crue des eaux.

EN VIRGINIE

WHEELING, Virginie de l'ouest, 28. — Des hommes armés de pelles, de balais et de seaux ont été mobilisés pour repousser les eaux de la rivière Ohio jusque sur ses rives. La crue croît et estime que 700 personnes ont été hébergées et ont vu des vivants dans les centres de réfugiés. Elles ont été chassées de leurs foyers, sur l'île Wheeling, complètement recouverte par l'eau, et de certaines parties du sud et de l'est de Wheeling.

Les plus grands moulins de la Virginie de l'ouest et de l'Ohio ont repris leurs travaux. Dans toutes les usines on annonce que les travaux seront entièrement repris à minuit.

Les mines de charbon, qui emploient 20.000 hommes, ne seront probablement pas rouvertes avant vendredi ou samedi, de l'avis de plusieurs opérateurs.

Deux personnes ont perdu la vie dans le haut de la rivière. Pittsburg a demandé la protection des autorités fédérales.

LES TAXES SUR LES PROFITS

Chamberlain serait prêt à apporter des modifications au mode de taxation.

LONDRES, 28. — Neville Chamberlain, chancelier de l'Echiquier, a déclaré hier soir en chambre des communes qu'il n'avait pas l'intention d'élèver le budget, la clause de contribution à la défense nationale, mais qu'il était prêt à étudier des modifications au plan en vue de modifier les taxes sur les profits.

Comme il l'a annoncé d'abord, on se basera, pour les taxes sur les profits, sur la moyenne de profits de 1933, 1934 et 1935. Toutefois Chamberlain laisserait aux contribuables le choix entre différentes années ou ajouterait d'autres années à celles déjà mentionnées ou encore ferait une combinaison des deux groupes.

Courrier transatlantique

Sur le "Lady Somers", pour la Jamaïque, via Montréal. Partira à 2 h. 30 du soir, mercredi, le 28 avril.

Sur le "Duchess of Atholl", via Montréal. Partira à 10 h. 30 du soir, jeudi, le 29 avril.

Sur le "New York", via New-York. Partira à 10 h. 30 du soir, vendredi, le 30 avril.

Sur le "Lady Hawkins", pour les Bahamas, via Halifax. Partira à 10 h. 30 du soir, mardi le 4 mai.

Mouvement maritime

Navires	ARRIVÉES	de
Koningsen	Amersfoort	N.-York
Penland	Amersfoort	N.-York
Romana	Gibraltar	N.-York
Dreisingholm	Gothenbourg	N.-York
E. of Asia	Manila	N.-York
Aurania	Londres	N.-York
Pr. Hoover	Manila	S. Francisco
E. of Asia	Manila	Vancouver
Excambion	Marseille	N.-York
Queen Mary	Southampton	N.-York
Scandinavia	Yokohama	N.-York
Westernland	N.-York	Amersfoort
Aquitania	N.-York	Southampton
Sanja Maria	N.-York	Valparaiso
Scandinavia	N.-York	Trinidad
Navires	DEPARTS	pour
Bremen	Bremen	N.-York
Pr. Jefferson	Hong Kong	Seattle
Pr. Osoyo	Rosario	S. Francisco
Corinthia	Melbourne	S. Francisco
Corinthia	N.-York	Liverpool

ON A DÉCIDÉ D'INOULER LES SINISTRÉS

La situation est grave. La Tamise a baissé cependant. Dégâts de \$3.000.000.

INQUIETUDES

(Presse canadienne)

Des médecins aident à la crue rouge. L'inoculation commença à deux heures et après-midi. "Nous essayons de dissuader les gens de retourner à leurs foyers sans avoir été inoculés, a déclaré le colonel de l'armée britannique. Nous sommes obligés de leur donner des soins pendant deux ou trois semaines, jusqu'à ce que leurs maisons soient de nouveau habitables. L'inoculation commencera aujourd'hui et elle sera gratuite."

LEAU RARE

La rareté de l'eau devient alarmante. "La situation est extrêmement grave, a déclaré E.-V. Buchanan, garant des utilités publiques. Nous avons à peine 3.000.000 de gallons d'eau et la consommation normale est de 5.000.000 par jour. Les industries ont été fermées hier, et nous avons consenti à les faire ouvrir aujourd'hui, mais nous les avons privées entièrement de leur approvisionnement d'eau. La quantité d'eau normale par jour est de 6.000.000 de gallons. Nous espérons pouvoir obtenir de l'eau à la station du nord de la ville, mais nous n'en sommes pas certains. Des hommes travaillent à installer des pompes temporaires dans les rues, près de la station de Ridout, mais il faudra deux ou trois jours avant qu'elles fonctionnent. La station de Ridout elle-même ne fonctionnera pas avant une couple de semaines."

Plus de 400 personnes ont été hébergées hier soir au mange-militaire et on en attend un plus grand nombre encore. Des

(Suite à la 6e page)

Pronostics

(Presse Canadienne)

TORONTO, 28. — Il a plu dans le sud de l'Ontario et le sud-ouest du Québec, mais il a fait beau dans les autres régions. Le temps a été froid dans la région des grands lacs et au Manitoba mais doux ailleurs. La pression continue à être élevée dans les environs de la baie d'Hudson et elle est basse dans la grande partie des Etats de l'ouest. Le baromètre continue à être relativement bas dans la région des grands lacs.

Vallee de l'Outaouais et haut du St-Laurent. — Surtout nuageux aujourd'hui et jeudi, averses en plusieurs régions; vents de l'est aujourd'hui et devenant variable jeudi.

MAXIMUM, hier 64
MINIMUM, nuit, 46

A 8 heures ce matin: — Dawson, 12; Akavik, 12; Simpson, 34; Smith, 34; Pt. Rupert, 38; Victoria, 44; Jasper, 36; Calgary, 36; Edmonton, 40; P. Albert, 36; Churchill, 28; Winnipeg, 40; Moose, 40; S. S. Marie, 46; London, 40; Toronto, 46; Kingston, 46; OTTAWA, 50; Montréal, 43; Doucet, 46; Québec, 40; St-Jean, 42; Moncton, 45; Frédéricton, 42; Halifax, 46; Charlottetown, 54; Détré, 38; New-York, 48; Miami, 67; Los Angeles, 50; Bermudes, 66; Londres, 52; Paris, 42.

Sur le "Lady Somers", pour la Jamaïque, via Montréal. Partira à 2 h. 30 du soir, mercredi, le 28 avril.

Sur le "Duchess of Atholl", via Montréal. Partira à 10 h. 30 du soir, jeudi, le 29 avril.

Sur le "New York", via New-York. Partira à 10 h. 30 du soir, vendredi, le 30 avril.

Sur le "Lady Hawkins", pour les Bahamas, via Halifax. Partira à 10 h. 30 du soir, mardi le 4 mai.

Mouvement maritime

Navires	ARRIVÉES	de
Koningsen	Amersfoort	N.-York
Penland	Amersfoort	N.-York
Romana	Gibraltar	N.-York
Dreisingholm	Gothenbourg	N.-York
E. of Asia	Manila	N.-York
Aurania	Londres	N.-York
Pr. Hoover	Manila	S. Francisco
E. of Asia	Manila	Vancouver
Excambion	Marseille	N.-York
Queen Mary	Southampton	N.-York
Scandinavia	Yokohama	N.-York
Westernland	N.-York	Amersfoort
Aquitania	N.-York	Southampton
Sanja Maria	N.-York	Valparaiso
Scandinavia	N.-York	Trinidad
Navires	DEPARTS	pour
Bremen	Bremen	N.-York
Pr. Jefferson	Hong Kong	Seattle
Pr. Osoyo	Rosario	S. Francisco
Corinthia	Melbourne	S. Francisco
Corinthia	N.-York	Liverpool



Notre cliché montre les débris de l'automobile après l'accident de passage à niveau du 26 avril, près de Sudbury. La machine fut frappée par un convoi de marchandises. Elle fut traînée sur une distance de 500 pieds et brûla. Ses six occupants périrent sur le coup.

(Suite à la 6e page)

Le Droit

"L'avenir est à ceux qui luttent"

Journal indépendant en politique et
totalement dévoué aux intérêts
de l'Eglise et de la Patrie.

Fondé le 27 mars 1913
Publié par le Syndicat d'Ouvriers
Sociaux (Léon)
SIEGE SOCIAL: 98, RUE GEORGES

Services télégraphiques:
PRESSE CANADIENNE, PRESSE ASSOCIEE
ET AGENCE HAYAS
Correspondants dans les principales villes
et les campagnes.

Membre de l'Audit Bureau of Circulation et de
l'Association Canadienne des Quotidiens.

ABONNEMENTS
Quotidien
Canada... \$5.00 Ottawa, par poste, \$ 6.00
Etats-Unis... \$7.00 Union Postale... \$10.00
Hébergement... \$1.50
Canada... \$1.50
Etats-Unis et Union Postale... \$2.50

MERCREDI, 28 AVRIL 1937

La presse libérale et M. Hepburn

Le premier ministre d'Ontario s'opposera de nouveau, si c'est nécessaire, à l'empêchement de M. Lewis et du C. O. I. — Rumeurs d'élections générales. — Dans son ensemble, la presse libérale a critiqué l'attitude de M. Hepburn.

On prête à M. Hugh Thompson, agent du Comité d'organisation industrielle de John Lewis et organisateur de la grève de la "General Motors" à Oshawa, l'intention de syndiquer, dans un bref délai, les ouvriers de quelque trois cents industries qui fournissent aux usines d'Oshawa pièces et matériaux. "Si c'est là un nouveau défi des agitateurs étrangers, a déclaré M. Hepburn, je suis prêt à accepter la lutte." Aussi est-ce pour prévenir les conflits futurs que le premier ministre pousse l'organisation d'une Commission de l'industrie et du travail, et qu'il a l'intention de lui confier le règlement des différends industriels. M. Hepburn croit qu'il a été justifié de tenir tête au C. O. I. et de prévenir les actes illégaux dont cette organisation s'est rendue coupable aux Etats-Unis. Il espère aussi que son attitude sera approuvée par la population ontarienne en général: "Si le peuple de l'Ontario consent à voir l'industrie canadienne dominée par Lewis et ses agitateurs stériles, il ne me reste plus qu'une chose à faire, me retirer sur ma ferme dans le comté d'Elgin, où je pourrais oublier, du moins, les responsabilités de la vie publique. Mais je ne crois pas que les populations de la province veuillent se soumettre à cette dictature en puissance sous la main de Lewis."

L'énergique attitude de M. Hepburn pendant la grève d'Oshawa et en présence des organisateurs du C. O. I., a donné naissance à des rumeurs d'élections générales. Des journaux libéraux admettent que la question des écoles séparées est rejetée loin dans l'ombre et que les conservateurs ont perdu leur meilleur cheval de bataille, mais ils supplient le premier ministre, au nom de la paix industrielle, de ne pas livrer aux débats électoraux la question de l'offensive de John Lewis et de ses acolytes dans les milieux syndicaux ontariens.

Cette manière de voir ne nous étonne pas. Pendant le conflit d'Oshawa, alors que les journaux indépendants et conservateurs approuvaient le premier ministre, les organes libéraux le blâmaient et lui tournaient le dos. La critique fut tellement générale, dans l'Ontario et dans Québec, que l'on aurait dit qu'un chef d'orchestre invisible dirigeait ce concert de blâmes. Cette unanimité n'était-elle pas plutôt la résultante d'une doctrine chère à ces organes, celle du libéralisme économique? "En dépit de ses bonnes intentions, écrit l'un d'eux, le premier ministre de l'Ontario compromet souvent les causes qu'il prétend servir. Impulsif et irréfléchi, M. Hepburn provoque des complications par l'exagération de ses méthodes et l'outrance de ses discours... M. Hepburn a manqué à ces règles de sagesse en traitant tous les officiers étrangers d'une union ouvrière internationale comme s'ils étaient responsables des paroles et des actes de M. Lewis. Il erre dangereusement en refusant à un groupe de travailleurs le droit d'affiliation aux syndicats internationaux... Mais qui sauvera le cabinet Hepburn des conséquences des indiscretions de son chef?" Un autre dit: "M. Hepburn refuse de reconnaître l'union dont font partie les grévistes d'Oshawa, parce qu'elle obéit au commandement de chefs étrangers. Il n'existe pas de loi qui défende pareille association internationale... Au point où en sont les choses, c'est l'outrance du gouvernement qui compromet le règlement d'une querelle industrielle qu'il a envenimée par une série de bavées inexcusables... Outrepasant les règles de la prudence et de l'impartialité, il a refusé de parlementer avec les ouvriers américains, sous prétexte qu'ils obéissaient à un mot d'ordre détestable... Nous sommes de ceux qui croient en la sincérité de M. Hepburn, mais force nous est de douter de sa compétence et de son jugement." D'autres traitent le premier ministre d'incompétent, d'extravagant, de démagogue inconscient et irresponsable!

Ces journaux libéraux sont conséquents avec eux-mêmes. Ils n'aiment pas la manière forte, même quand le bien commun l'exige. Sous prétexte de respect envers la liberté individuelle, ils sont prêts à faire fi du bon sens et de l'expérience, à laisser les éléments de désordre s'établir chez nous, à préparer le lit des révolutionnaires. Ils se complaisent dans l'équivoque et l'abou-

lie. Comme Pilate, ils se lavent les mains et répudient toute responsabilité découlant d'actes qu'ils laissent poser. Heureusement pour le bon ordre en cette province, M. Hepburn n'est pas de leur école.

Charles GAUTIER.

BILLET

DEMEUNAGEZ-VOUS?

Ce matin, aux petites heures, passait, à ma porte, une voiturette poussée à bras d'homme, un de ces véhicules à toutes fins qu'on voit le samedi aller au marché By et en revenir avec des caisses évanouies et des restes de légumes. Le char hospitalier en ses six pieds de longueur contenait un lit, un chiffonnier, deux chaises, un poêle, des cadres, et même — puisque c'était aux petites heures — des ustensiles d'une évidente intimité. Mais n'a pas encore fleuri sa tête de lilas, que les condamnés au déménagement annuel se balladent dans nos rues... Spectacle gratis, obligatoire, qui ne diffère en rien avec celui qu'offraient, aux âges préhistoriques, les émigrations d'ancêtres chassés de leurs antres par des fauves...

Mais en ce temps-là, le convoi des déménageurs était des moins compliqués. Pas de literie à transporter, le sol dur ou moussu donnant un matelas gratuit et nature. Pas de piano, pas de poste radiophonique, pas de balayeuse et d'essoreuse électriques, ni cadres ni bibelots. Ni la toilette de madame, ni les livres de classe des mioches. Et la famille partait sans retour et sans bagage. Le long de la route, l'homme tuait pour la nourriture des siens, et le menu — chairs de poissons, de volailles et de quadrupèdes — cuisait sans sel, poivre ou sauce, sous la cendre. Comme breuvage l'eau des torrents, ou le sang chaud des bêtes. Puis, en avant, n'importe où et pour n'importe quel temps. Consolation qui ne rendra jamais ni propriétaires, ni locataires...

C'est le passé. Aujourd'hui, nos moeurs se sont affinées. Chacun a son chez soi, son matelas. Pas moyen d'échapper à la police et aux créanciers. Quelques malheureux croient qu'il s'agit de changer de domicile pour égarer ces dépités. Les autres prennent plaisir à annoncer que, cette année, ils vont s'améliorer (style des déménageants). S'améliorer, c'est pour eux entrer au Paradis terrestre. A la visite de février, la famille a découvert quelque chose de joli et de pas cher. Que les dieux lui épargnent de terribles réveils, sous les paupaises très spéciales du "petit logis pas cher"!

Déménager même en pays doré est une misère ajoutée à la pauvre condition humaine. On y laisse toujours un peu de soi-même, une lettre d'une jeune amie de jadis, quand on portait innoemment son cœur à la boutonnière, et que les successeurs à l'ancien domicile liron en crevant de rire. Ces catastrophes font des victimes inconsolables. Vous donc que l'approche du déménagement jette dans un océan de bonheur, prenez garde de laisser sur la grève trop de dépités. Souvenez-vous que la maison que l'on quitte est une maison de verre...

Mais si vous déménagez, vous faites déjà la dernière inspection. Vous découvrez qu'au nouveau domicile, la place vous manquera pour placer tel lit, tel matelas ou divan, et que vous vous passeriez sans peine de quelques couvertures... De grâce, si les créanciers ne quittent pas votre départ, et si vous avez le cœur sur la main, ne vous morfondrez pas: lisez sans retard cette Petite Annonce, gratis pro Deo:

A 447, rue Sussex, au Home Josette, il faudrait au moins trente lits complets de plus, les jeunes sans-abri devant coucher sur la dure, faute de mieux... (Sans commentaire.)

BAYARD.

AU JOUR LE JOUR

Le cas de M. Ferguson

L'Unité, journal hebdomadaire de Montréal, continue sa campagne contre la nomination de M. Alex Ferguson à la tête du port de la Métropole.

"On nous informe, écrit ce journal, que l'honorable M. Howe, américain d'origine, n'est pas imbu de fanatisme comme beaucoup de ses amis de l'Ontario et qu'il n'a nommé Alex Ferguson à la tête du port de Montréal que parce qu'il le croyait le plus compétent. Si M. Howe nommait à la tête du port de Toronto un Canadien français qui ne sût pas un mot d'anglais et fut en même temps un fanatique français et catholique, croit-il que les Torontoiens et les Ontariens toléreraient pareille insulte à la majorité anglo-saxonne de l'Ontario? C'est pourtant la situation inverse qu'il a créée à Montréal. Alex Ferguson n'est pas Canadien de naissance. Il ne parle pas le français. On affirme qu'il est très anticanadien-français, et des citoyens éminents en témoignent. Pourquoi M. Howe, un homme d'affaires très honorable et très ouvert, dit-on, s'obstine-t-il à maintenir Ferguson à la tête du port de Montréal? M. Howe a reçu des protestations de toute la province. Ses collègues du cabinet, s'ils n'ont pas, par courtoisie, intervenu dans son ministère des Transports, verraient avec plaisir le déplacement de Ferguson. Les électeurs du Québec sont soulevés contre Ferguson. Quel est ce qui empêche M. Howe de ramener à Ottawa ou à Toronto ou ailleurs ce pauvre Ferguson? L'entêtement? M. Howe doit être plus large d'esprit que cela. Si tel déloge Ferguson, il paraîtra avoir cédé à l'opinion publique? Est-ce un si grand mal? Vaut-il mieux pour M. Howe passer pour un fanatique ennemi de notre race? Ce qu'il n'est pas peut-être!"

Cet appel de l'Unité au ministre des Transports ne sera pas plus entendu que les précédents. En nommant cet unilingue, hostile aux Canadiens français, à la direction du port de Montréal, Ottawa s'est fiché de la province de Québec. Maintenant il ne veut pas revenir sur ses pas. Et Montréal devra subir Alex Ferguson. Voilà comment sous le système actuel des partis politiques les droits des nôtres sont protégés. Ce ne pourra jamais être plus mal.

Hommage à M. l'abbé Groulx

M. l'abbé Lionel Groulx a fait, cette année, à Québec, une série de conférences sur l'histoire du Canada. La dernière a eu lieu vendredi dernier au palais Montcalm. Invité à prendre la parole, Son Eminence le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, a dit: "Les leçons ont été très intéressantes. Il ne faut pas tout de même que la classe dure trop longtemps. Le moment des prix est venu. Je décrènerais volontiers un prix d'assistance à l'auditoire, un prix d'excellence à la Société St-Jean-Baptiste et un diplôme au conférencier. Je suis venu ici, ce soir, pour manifester l'amitié que j'ai pour l'abbé Lionel Groulx, pour lui apporter le sentiment de ma reconnaissance, au risque du scandale. M. l'abbé Groulx est un des maîtres de l'heure; il est un de ceux à qui notre race doit davantage."

Témoignage d'autant plus précieux qu'il vient de plus haut. Et nous, les jeunes, nous apprécions beaucoup ce jugement porté sur celui que, depuis nos années de collège, nous regardons comme notre véritable chef national. S'il est quelqu'un qui ait travaillé à nous refaire une âme nationale, c'est bien M. l'abbé Lionel Groulx. Il s'est penché sur l'histoire, non pas en dilettante, mais en homme d'action, pour y chercher les éléments d'une pensée et d'une action nationales, en conformité de notre être ethnique, de ses traditions et de sa mission dans le monde. Au contact des enseignements de M. l'abbé Groulx, la jeunesse d'aujourd'hui a appris à penser et à agir suivant les aspirations du groupe racial auquel elle se rattache par le sang et par l'esprit. Ce revêt national, que M. l'abbé Groulx a sonné, porte déjà ses fruits. Demain, nous en verrons l'abondante moisson, pourvu que la jeunesse d'aujourd'hui sache ne pas s'écarter de la voie que M. l'abbé Groulx lui a tracée.

Le coût de l'électricité baisse en Ontario

L'Hydroélectrique ontarienne marche de succès en succès. Près de deux millions de personnes, soit plus de la moitié de la population de l'Ontario, bénéficieront de la réduction des taux de l'électricité d'après le nouveau système qui sera mis en vigueur le 1er août prochain, annonce M. T.-B. McQuesten, de la Commission hydroélectrique de l'Ontario. A compter de ce jour, les municipalités de la région de Niagara jouiront d'une réduction de deux dollars par chevron-vapeur sur l'électricité qu'elles consommeront. Dans les centres ruraux, on accordera également d'importantes baisses.

Sait-on ce que cette nouvelle politique représentera? Une économie de 10,000 dollars environ par jour aux consommateurs ontariens. C'est quelque chose. S'il en a pu être ainsi, s'est dû à l'attitude énergique de M. Hepburn, premier ministre de l'Ontario, à l'endroit du trust québécois de l'électricité. Le chef du gouvernement a refusé de lui laisser exploiter la province grâce à certains contrats onéreux que l'ancienne administration conservatrice avait signés au détriment de la province. La répudiation de quelques-uns et le rajustement de trois ou quatre autres ont permis à l'Hydroélectrique ontarienne de bénéficier d'une économie de \$7,000,000 et d'accorder un rabais aux consommateurs. Voilà qui s'appelle administrer dans l'intérêt bien compris du peuple.

C. L.H.

EPIHEMERIDES

IL Y A VINGT ANS

LE 28 AVRIL 1917

La guerre sous-marine allemande, déclare M. Lloyd George, constitue le problème le plus angoissant de l'heure.

A Washington, se tient une conférence entre les représentants de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis.

A la suite de la visite du ministre de la Guerre de Russie sur le front oriental, vingt-huit généraux sont remplacés.

On évalue les pertes allemandes pendant les récents combats de l'Aisne à 235,000 tués, blessés et prisonniers.

La question du Home Rule pour l'Irlande est discutée entre les représentants de l'Angleterre et des Etats-Unis.

A TRAVERS LES JOURNAUX

Un argument

LE DEVOIR — Un des fils de lord Asquith, Cyril Asquith, avocat en vedette du Royaume-Uni, vient d'écrire au Telegraph de Londres que si le Canada juge en avoir assez de l'appel au Conseil privé en matières civiles, il peut de son propre gré et sans avoir besoin du consentement de qui que ce soit, à l'extérieur, abolir cet appel, tout comme il l'a déjà fait en matière de droit pénal. Cela est vrai; et quiconque s'occupe un tant soit peu de droit le sait au courant de cela. Au sujet de ces appels, M. Asquith fait deux réflexions, dont l'une impressionne guère. D'abord, dit-il, il se peut que l'éloignement où se trouve le Conseil privé du territoire canadien l'empêche d'être familier avec les problèmes du Canada; mais cela garantirait qu'il sera impartial. Cela revient à dire qu'un tribunal de dernier ressort, en matières canadiennes, offre d'autant plus de garanties d'impartialité qu'il est éloigné du Canada. Alors, n'aurions-nous pas encore plus de garanties en appelant à un tribunal de dernier ressort en Australie ou en Afrique-Sud, si plus les magistrats sont loin et plus grande sera leur impartialité? L'argument de M. Asquith à ce sujet est précieux; tout autant l'est-il quand il nie que certaines circonstances le Conseil privé crève de préjugés politiques. Il peut croire de bonne foi n'y pas céder, mais certains arrêts rendus depuis une cinquantaine d'années en matières canadiennes ont nettement fait saisir aux justiciables d'ici qu'ils étaient inexplicables, sauf pour les motifs d'ordre politique. Tout s'est alors passé comme si... Sur le point principal, M. Asquith a raison: le Canada peut renoncer quand il le voudra aux appels à Londres. A un tribunal dont les juges eux-mêmes ne se servent jamais et dont tous les Dominions non plus ne se servent pas. Il suffit que nos législateurs aient le courage de voter un texte de loi à cet effet. L'heure approche où il faudra que cela se fasse. — G. P.

La défense nationale n'est pas seulement un problème matériel. Elle est un problème moral et spirituel. Elle ne se mesure pas à la seule tension des chaudières. Elle se mesure à la tension des âmes. Même armé jusqu'aux dents, un peuple faible et divisé résiste une tentation, parce qu'il est faible et divisé. Un peuple uni et fort peut garder son arme au fourreau. On le respecte.

WLADIMIR DORMESSON.

Jésus a nettement distingué les domaines séparés de Dieu et de César, mais sans soustraire la conduite de César à l'autorité de Dieu.

CHANOINE G. CHEVROT.

ANNIVERSAIRES HISTORIQUES

28 AVRIL, 1760

Dernière réunion du Conseil Souverain

La création du Conseil Souverain de la Nouvelle-France avait été nécessaire par les démêlés de Mgr de Laval et du gouverneur d'Avignon ainsi que par la volonté du Roi de rentrer en possession de territoires cédés par le cardinal de Richelieu à la Compagnie des Cent Associés. La cause principale des dissensions vint de la traite de l'eau-de-vie que Mgr de Laval ne voulait pas tolérer. La peine de mort avait été instituée pour les coupables de cette offense. Une femme ayant commis ce délit, le Père Lalemant intervint pour éviter la sentence, d'Avignon ne prit pas cette contradiction. C'est en avril que Louis XIV institua le Conseil Souverain, doté de pouvoirs judiciaires et constituant comme une cour d'appel, de pouvoirs administratifs, et d'un pouvoir législatif. Le Conseil Souverain rendit des services considérables à la colonie. En avril 1760, le Canada passa aux mains de l'Angleterre. Alors que Lévis offrait à la France, avec la bataille de Sainte-Foy, son dernier reflet de gloire, le Conseil Souverain tenait à Montréal, le 28 avril, sa dernière réunion.

Le "Journal" de Québec et la mort de M. Genest

Reproduction d'un éditorial paru mardi dans les colonnes de notre confrère québécois.

LA MORT DE S. MUEL GENEST — Ce matin, à Aymer, se déroulera une cérémonie bien émouvante alors que ses amis reconduiront au lieu du suprême repos... S. Muel Genest, l'héroïque président de la Commission laïque catholique d'Ottawa.

Président, il avait cessé de l'être, mais c'est comme tel que, pendant dix-huit ans, il livra des combats dont la légende allait s'emparer. On le vit risquer la prison pour que triomphe la cause à laquelle il avait attaché son nom. Il fut le Bédard d'une autre génération et d'une autre province, mais notre Histoire lui consacra une de ses plus glorieuses pages.

Né aux Trois-Rivières il y a soixante-et-onze ans, d'un père canadien-français et d'une mère écossaise — il était fier, nous dit-on, et de son sang écossais et de son sang normand —, il étudia au séminaire de sa ville natale et entra ensuite au ministère fédéral des Mines. Dans la capitale, il s'appliqua à apprendre l'anglais que, bientôt, il posséda comme sa langue maternelle et qui devait lui être si utile dans ses luttes.

C'est lui, en effet, qui organisa la résistance contre le règlement XVII, de sinistre mémoire. Quand ce règlement fut décrété, Sam Genest signa au département de l'Instruction Publique que la commission des écoles séparées d'Ottawa n'en tiendrait pas compte. Il lui fut répondu que l'on cessait de percevoir les impôts pour ces écoles qui ne pourraient plus payer leur personnel. Alors, la division éclata au sein de la commission. Les membres irlandais se séparèrent avec éclat de la majorité et obtinrent une injonction interdisant à celle-ci de contracter des emprunts et d'engager des instituteurs qui ne se conformeraient pas à la loi. Le président n'avait plus le droit de signer un chèque pour assurer aux petits canadiens-français le bienfait d'une instruction bilingue. Il ne craignait pas de défier législateurs et tribunaux.

On lui fut un long procès et si l'issue n'eût pas été que ses amis craignaient — mais lui-même était sans

peur comme sans reproches —, c'est que quelqu'un finit par comprendre l'odieuse de ces procédures.

Ce ne fut pas la seule fois d'ailleurs que M. Genest eut maille à partir avec les sectaires de sa province, à cause de son attitude sur cette question. Comme on ne pouvait pas qu'il payât les instituteurs français, il refusa leur traitement à ceux de langue anglaise. Il organisa aussi une grève des écoliers qui dura cinq mois et fit garder les écoles par les mères de famille. Alors, une commission extraordinaire avait été substituée à celle qui présidait le

champion du français. Finalement, des souscriptions prélevées dans le Québec — Olivier Asselin fut un de ceux qui dirigèrent la campagne

chez nous — permirent de défrayer les dépenses encourues, et le Conseil Privé déclara illégale la nouvelle commission. Peu de temps après, sous le gouvernement Ferguson, le

règlement XVII était abrogé.

Avec M. Genest avaient combattu les Landry, les Belcourt et les Charlebois. Leur noms nous reviennent sur les lèvres chaque fois que nous prononçons celui de ce patriote.

L'ancien président de la commission scolaire d'Ottawa fut tout le contraire d'une tête chaude. Il comptait d'ailleurs beaucoup d'amis chez les Anglais et c'est après avoir entendu exposer les motifs de sa

lettre l'un d'eux, W.-H. Moore, qui, s'éleva aujourd'hui aux Communes, écrivit "The Clash". Dans l'intimité, c'était le plus jovial des hommes, un bon papa pour les petits Ontariens.

Notre ancien camarade, Alonzo Cing-Mars, a rendu admirablement ses traits. Les amis de M. Samuel Genest, parmi lesquels des représentants de la France, de l'Argentine et de hauts dignitaires religieux et civils, lui offrirent cette œuvre moulée dans le bronze, lorsqu'il prit sa retraite en 1933.

A la famille en deuil — le Premier Ministre de la Province de Québec, l'honorable M. Maurice Duplessis, s'honore d'être le propre neveu de M. Genest —, le "Journal" offre ses condoléances émues.

Congrès de la Langue française

(Suite de la 1ère)

L'Institut canadien-français, M. Plouffe s'est mis à la disposition de ce sous-comité, en qualité de secrétaire, et il a rempli, depuis décembre dernier, avec une ardeur toute patriotique, les lourds devoirs de sa tâche. M. Ferdinand Larose, agromoteur de Plantagenet, a aussi accepté de faire partie du comité. Le Dr J.-M. Laframboise, président de la Société St-Jean-Baptiste, d'Ottawa, en est le président.

Le comité des finances, sous la présidence de M. A.-J. Major, travaille de concert avec le comité général pour recueillir les souscriptions destinées à défrayer le coût de l'organisation des fêtes du IIe Congrès. M. Ernest Desormeaux, secrétaire de la Commission des écoles séparées, a assumé la charge de secrétaire de ce groupe. M. Hermann Bonneau, chevalier de l'Ordre du St-Sépulchre et gérant de la Banque canadienne nationale, et M. J.-T. Guérin, gérant de la Banque provinciale, ont donné leur pleine adhésion au mouvement.

Le comité de publicité fonctionne, en permanence, depuis que l'on en a requis les services. Il compte comme secrétaire M. J. P. Guy Courteau, s. j. de Sudbury, apporte la voix à l'extérieur au travail du comité. Il déclare dans sa lettre d'acceptation: "Pour la langue française, j'accepte de servir". MM. Paul Fontaine, conseiller juridique à la Justice, et Pierre Daviault, du personnel des traducteurs parlementaires, ont été nommés par la Chambre des Communes, et M. Louisvigny de Montigny, de la Société Royale du Canada, écrit: "Je tiens absolument à ne point me dérober à la charge que votre comité m'a fait l'honneur de m'assigner dans l'organisation du prochain congrès de la Langue française".

MM. Félix Desrochers, bibliothécaire au Parlement, Léo-Paul Desrochers, du personnel de la Chambre des Communes, et le R. P. Eustache, curé de la paroisse St-François, ont accepté de se joindre au but et à l'œuvre du comité ontarien d'organisation d'un prochain Congrès de la langue française.

QUATRIÈME VOLUME DE L'HISTOIRE DE L'ÉGLISE

Grande œuvre sous la direction des historiens
catholiques Fiche et Martin.

(P.C. - Havas)

PARIS, 28 — Le quatrième volume de la monumentale "Histoire de l'Eglise", publiée sous la direction des historiens catholiques Augustin Fliche et Victor Martin, vient de paraître.

Il s'agit d'un quatrième étape de l'œuvre gigantesque entreprise afin de raconter en détails l'histoire de l'Eglise depuis la mort du Christ jusqu'à nos jours. Le quatrième tome embrasse seulement une période de deux siècles environ de 395 à 590 de la mort de Théodose à l'avènement du premier des grands Papes du Moyen-Age, Saint Grégoire le Grand. Retracer l'histoire de cette période, une des plus troubles de l'histoire de l'Eglise était une œuvre difficile en raison de la complexité des problèmes qui se posent au cours de ces deux siècles, une œuvre qui n'est pas terminée. Le quatrième matériel définitif du christia-

"Papa s'est
trouvé du travail!"



Un EMPRUNT pour
l'AMÉLIORATION de votre
MAISON procure du travail

Toute personne qui contracte un
emprunt en vertu du Plan d'Amélioration des Habitations participe à la solution du problème du chômage au Canada. Chaque dollar emprunté de la Banque Royale est heureuse de contribuer au succès de ce mouvement national en prêtant de l'argent pour les fins précédemment mentionnées, à tout citoyen solvable. Nous vous invitons cordialement à discuter l'amélioration de votre maison.

DEMANDEZ
la brochure "Prêts
pour l'Amélioration des
Habitations". Elle
répond à toutes les questions
concernant le Plan d'Amélioration
aux Habitations.

LA BANQUE ROYALE DU CANADA

PLUS DE 600 SUCCURSALES DANS TOUTES LES PARTIES DU CANADA

Un voyage d'anciens combattants en France

On demande pour cela une appropriation au
parlement français.

(P.C. - Havas)

PARIS, 28 — On a présenté aujourd'hui au Parlement un projet de loi demandant une appropriation de 7,000,000 de francs pour défrayer le coût d'un voyage de 20ème anniversaire à Paris de 10,000 anciens combattants américains.

Les dépenses des visiteurs seraient payées pour six jours par le gouvernement et des excursions seraient faites aux divers champs de bataille, aux cimetières militaires et en d'autres endroits.

Les Wallons vont à Waterloo proclamer leur fidélité à la tradition de 1830 et leur volonté de maintenir intacte leur civilisation française.

SOLIDARITE — La cérémonie ne revêt aucun caractère confessionnel, elle n'est pas non plus impérialiste; elle constitue uniquement une affirmation de la solidarité franco-wallonne, non pas au nom d'un racisme quelconque basé sur la consanguinité, mais au nom de la fraternité de pensée et du sentiment.

La tribune de Waterloo a toujours été occupée par des Orateurs français et wallons réputés de diverses opinions: socialiste, libéral, catholique, radical, etc.

Cette année, quatre personnes éminentes du monde parlementaire, littéraire et scientifique prendront la parole.

La partie artistique sera assurée par des artistes en renom des théâtres nationaux.

Des sociétés, par centaines, prendront part à la Manifestation qui sera diffusée et filmée. Des Compagnies d'Autocars, en France et en Wallonie, organiseront, dès à présent, des voyages collectifs. Trains spéciaux au départ de Bruxelles.

A l'intention des participants catholiques, une Messe sera célébrée à 10 h. au Monastère de N.-D. de Fichmont, près du lieu de concentration.

L'Avant-Garde Wallonne, à l'occasion du Xe Anniversaire, convie Wallons et Français à venir en masses compactes à Waterloo, le 20 juin, affirmer solennellement leur indéfectible union et leur volonté de barrer la route au germanisme envahisseur.

Tous renseignements complémentaires seront fournis, par retour du courrier, sur demande adressée au Secrétaire de l'Avant-Garde Wallonne, 213, rue Gauchet, Bruxelles (Belgique).

Du comptant pour votre automobile usagée, si vous utilisez les "Annonces Classées" du "Droit". Appelez Rid. 514.

BRUXELLES, 28 — Le Xe Rassemblement annuel franco-wallon à Waterloo, au Monument français de l'Aigle blessé, aura lieu, quel que soit le temps, le dimanche 20 juin 1937, à 10 heures 30.

Cette Manifestation s'amplifie d'année en année. En 1928, on comptait 14 participants. En 1936, plus de 15,000 pèlerins furent exacts au rendez-vous sacré, sur "la morne plaine".

C'est, assurément, le plus grand événement annuel de la vie wallonne.

Dans aucune autre circonstance, en effet, la voix de la Wallonie ne peut se faire entendre avec autant d'autorité comme avec autant d'efficacité.

La signification et la portée de cette Manifestation — au sujet de laquelle certains avaient cherché, combien vainement, à susciter une équivoque — ont été nettement précisées par une déclaration du Co-

mité d'organisation. Une brochure fort explicite a été publiée. Une nouvelle édition, abondamment illustrée et complétée par un historique des Pèlerinages précédents, paraîtra sous peu. (Exemplaire 1 fr.)

La partie artistique sera assurée par des artistes en renom des théâtres nationaux.

Des sociétés, par centaines, prendront part à la Manifestation qui sera diffusée et filmée. Des Compagnies d'Autocars, en France et en Wallonie, organiseront, dès à présent, des voyages collectifs. Trains spéciaux au départ de Bruxelles.

A l'intention des participants catholiques, une Messe sera célébrée à 10 h. au Monastère de N.-D. de Fichmont, près du lieu de concentration.

L'Avant-Garde Wallonne, à l'occasion du Xe Anniversaire, convie Wallons et Français à venir en masses compactes à Waterloo, le 20 juin, affirmer solennellement leur indéfectible union et leur volonté de barrer la route au germanisme envahisseur.

Tous renseignements complémentaires seront fournis, par retour du courrier, sur demande adressée au Secrétaire de l'Avant-Garde Wallonne, 213, rue Gauchet, Bruxelles (Belgique).

Du comptant pour votre automobile usagée, si vous utilisez les "Annonces Classées" du "Droit". Appelez Rid. 514.

Charles Ogilvy
Limited

Vente Annuelle de
SOIES
du Printemps
Vendredi

Voyez ces tissus, maintenant, dans les vitrines. Les détails paraîtront dans le journal de demain.